



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2906
12 avril 2024
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Gaza

Les assassins sont aussi à Washington et à Paris



REUTERS - FAWOUB/ABU ALKAS

Le 1^{er} mars, après le retrait des troupes israéliennes, l'hôpital al-Shifa de la ville de Gaza totalement détruit.

Ukraine

**Une guerre
de plus en plus
impopulaire**

Page 8

Attal-Macron

**Faire payer retraités,
chômeurs
et travailleurs**

Pages 3 et 5

**18, 19 et 20 mai
La fête de Lutte
ouvrière**

Page 16

Leur société

- Taxe « lapin » : écran de fumée 3
- Retraites : enCORe une attaque! 3
- Déficit public : taxer les travailleurs, épargner les plus riches 3
- Fonction publique : grandes manœuvres contre les travailleurs 5
- Chômeurs : toujours dans le viseur d'Attal 5
- Sénat : menaces contre le droit de grève 5
- Plateau des Glières : Résistance et Union nationale 6
- Génocide rwandais : Macron camoufle les responsabilités françaises 7
- Harkis : l'État condamné pour traitements inhumains 7
- Collégiens agressés : la violence de la société 10
- Travailleurs sans papiers : régularisation pour tous! 10
- Eau en bouteille : escroquerie généralisée 10
- Polluants éternels : le chantage de SEB 11
- Tesla : après le sabotage d'une usine 11

Notre camarade

- Jean-Claude Hamon 6

Européennes

- Lutte ouvrière en campagne 4
- Jean-Marie Nomertin, employé en Guadeloupe 4

Dans le monde

- Ukraine : plus d'hommes pour une guerre impopulaire 8
- Bras de fer au sein de l'UE 8
- Gaza : les massacres et ceux qui les arment 9
- Migrants : des chemins d'Europe de plus en plus tortueux 9
- Panama Papers : la grande évasion fiscale 9

Dans les entreprises

- Valdunes - Valenciennes 12
- Médico-social Clermont-Ferrand 12
- Journaux officiels 12
- SNCF - Beauvais 12
- Smart - Hambach 13
- Servair - Roissy 13
- Elior-Derichbourg Grenoble 14
- Brink - Bétheny 14
- Airbus Helicopters Marignane 14
- RATP-Bus 15
- RATP aux JO 15

Agenda

- Fête régionale à Marseille 3
- La fête de Lutte ouvrière à Presles 16

Gaza : les assassins sont aussi à Washington et à Paris

L'armée israélienne a annoncé son retrait du sud de la bande de Gaza. Mais il ne s'agit en rien d'un cessez-le-feu. Comme l'expliquent Netanyahu et les hauts gradés, l'armée passe à une nouvelle phase : la préparation de l'intervention terrestre sur Rafah, ville à la frontière de l'Égypte, qui concentre deux millions de réfugiés. C'est dire que les Palestiniens ne sont pas sortis de l'enfer dans lequel ils sont plongés depuis six mois!

Aux bombardements meurtriers et destructeurs, s'ajoutent la crise humanitaire et la famine. Les hôpitaux signalent déjà des enfants morts de malnutrition. Hommes ou enfants abattus alors qu'ils cherchaient à manger, familles ensevelies sous un bombardement prétendument ciblé... chaque jour, une horreur s'ajoute aux autres sans que cela fasse bouger les dirigeants occidentaux.

Pour qu'ils s'indignent, il faut que des Occidentaux soient tués, comme cela a été le cas la semaine dernière pour sept humanitaires qui apportaient de la nourriture. Mais qui pour dénoncer, par exemple, la destruction totale de l'hôpital Al Shifa, un des hôpitaux les plus anciens et importants de la bande de Gaza, qui a sans doute fait des centaines de victimes civiles?

Dernièrement, dans un échange téléphonique avec Netanyahu, Biden aurait menacé de retirer le soutien des États-Unis à Israël si des mesures immédiates et concrètes n'étaient pas prises pour protéger les civils. Il aurait aussi réclamé un cessez-le-feu... juste après avoir approuvé la livraison d'avions de chasse valant plusieurs milliards de dollars. C'est d'une hypocrisie révoltante!

Pris à partie par ses propres supporters aux États-Unis, Biden préférerait sans doute plus de retenue de la part de son allié. D'autant que l'armée israélienne se permet de bombarder le Sud-Liban pour attaquer le Hezbollah, et même la Syrie où elle vient de détruire le consulat iranien à Damas, au risque de généraliser encore le conflit.

Mais, mis à part du cinéma, Biden ne fait rien pour retenir le bras de Netanyahu et arrêter la tragédie à Gaza, ne serait-ce que sur le plan humanitaire. Les États-Unis seraient impuissants parce qu'ils n'arrivent pas à raisonner Netanyahu? C'est se moquer du monde!

Depuis quand la première puissance mondiale se retient-elle pour débarquer troupes et vivres si elle veut le faire? Combien de régimes a-t-elle mis à l'amende, isolés, marginalisés et même renversés?

Tous les moyens d'intervention sont à la portée des États-Unis. Surtout en ce qui concerne Israël, qui ne pourrait pas exister sans leur soutien financier et militaire. La réalité est qu'ils ne veulent pas forcer la main à leur allié israélien et qu'ils se moquent complètement des Palestiniens, des résolutions de l'ONU, et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qu'ils invoquent si souvent.



Macron compte moins que Biden, mais à son échelle il a également laissé faire le massacre de Gaza. Et il n'a de cesse de faire taire ceux qui veulent dénoncer la politique de l'État israélien en les accusant d'antisémitisme.

Alors, les hommes, femmes et enfants qui sont morts à Gaza, 33 000 au bas mot, ne sont pas seulement à mettre au compte de Netanyahu, mais aussi à celui de ses comparses occidentaux.

N'en soyons pas surpris! Depuis 75 ans, les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie sont sacrifiés sur l'autel de l'impérialisme. Depuis que les puissances impérialistes ont décidé d'utiliser l'État israélien pour asseoir leur influence dans cette région du Moyen-Orient, riche en pétrole et cruciale pour le commerce international, elles couvrent tous ses crimes. Elles entérinent sa politique de colonisation et d'apartheid. Et elles font des Palestiniens des réfugiés à vie au Liban, en Syrie, en Jordanie, à Gaza, en Cisjordanie et en Israël.

Et ce sont ces dirigeants-là qui gouvernent le monde! Ce sont eux qui prétendent nommer le bien et le mal. Eux qui prétendent dire le droit international et désignent qui est terroriste et qui ne l'est pas. Et ce sont eux qui parleront de paix, une fois que les cimetières palestiniens déborderont et que la puissance oppressive qu'est Israël fera régner sa loi.

Non, les puissances impérialistes ne sont pas les colombes de la paix, de la démocratie et de la prospérité. Ni à Gaza, ni en Ukraine, ni à Haïti, ni à Taïwan. Au Rwanda, on commémore un génocide qui a fait 800 000 morts avec la complicité active de l'État français, de son état-major, de ses ministres et de son président!

Par leur pillage, leur domination et leurs calculs sordides, les maîtres du monde participent à l'engrenage guerrier. La seule alternative à cette marche à la guerre est celle que les exploités du monde entier pourraient représenter en s'attaquant à leurs propres dirigeants et à l'ordre capitaliste qu'ils incarnent.

Nathalie Arthaud

Taxe "lapin" : écran de fumée

Le Premier ministre est revenu à la charge sur l'instauration d'une taxe « lapin » pour faire payer les patients qui ne se rendraient pas à un rendez-vous chez le médecin. « On ne peut plus se le permettre », a-t-il déclaré dernièrement.

Et Attal d'affirmer sans rire que cette pénalité de cinq euros pour chaque rendez-vous raté permettrait de récupérer quinze millions de rendez-vous médicaux. Qui peut avaler une telle

couleuvre ?

Gérard Raymond, président de France Assos Santé qui représente des usagers du système de santé, soulignait qu'il était surtout important de « faire

en sorte que chaque citoyen puisse avoir une réponse rapide à ses besoins. Par exemple : comment entrer plus facilement en contact avec un professionnel de santé sur un territoire donné ». En effet, comme l'ont rappelé plusieurs médecins, beaucoup de familles dans les classes populaires ne risquent pas de ne pas honorer un rendez-vous car elles ne parviennent pas à en prendre, faute de médecins. Beaucoup parmi ceux-ci en sont à ne plus prendre de nouveaux patients. Et dans nombre de communes, il n'y a pas de médecin à des kilomètres à la ronde.

« 6,7 millions de Français n'ont pas de médecin traitant, soit 11 % de la population », rappelaient l'Association des maires de France et la Mutualité Française, lors du congrès des maires de 2023. À Mayotte, dans les départements de l'Eure-et-Loir, de la Seine-et-Marne et de l'Eure, le nombre de médecins ne dépasse pas



REPUBLIQUE DE SEINE-ET-MARNE

Retraites : enCORE une attaque !

Le président du Conseil d'orientation des retraites (COR), Gilbert Cette, vient d'annoncer que la productivité en France n'augmenterait pas autant que prévu. Cela vise clairement à aider le gouvernement à préparer une nouvelle attaque contre les retraites.

C'est d'ailleurs pour remplir cette mission que ce monsieur vient d'être nommé par Macron à la présidence du COR, un organisme placé sous le patronage du Premier ministre. Il a ainsi remplacé P.-L. Bras, qui avait osé émettre quelques doutes sur la nécessité de la dernière attaque en 2023 contre les retraites. Cette avait le CV idéal : un économiste bourgeois qui a appelé à voter Macron aux dernières présidentielles et qui, depuis qu'il est à la tête du comité d'experts sur le salaire minimum, s'oppose systématiquement à tout coup de pouce en faveur du smic.

Les gouvernements, de gauche comme de droite, utilisent toujours la même méthode pour préparer une attaque contre les travailleurs. Cela commence par un rapport ou une déclaration d'une commission parlementaire ou mieux encore d'un expert en économie, bien entendu complètement indépendant... des travailleurs. Ensuite le message est repris en

boucle par tous les médias pro-patronaux, pour répéter qu'il faut faire des sacrifices, que c'est la démographie et les lois économiques qui l'imposent.

Au contraire, le montant des retraites, comme d'ailleurs des salaires ou des pensions de chômage, dépend principalement du rapport de force entre le patronat et la classe ouvrière. C'est lui qui détermine l'usage des richesses que les travailleurs créent. Chaque attaque qui leur impose de partir en retraite plus tard ou qui diminue le montant de leur pension, représente des milliards qui finissent dans les poches du grand patronat.

C'est pourquoi on a pu compter autant d'attaques ces trente dernières années, en moyenne une tous les trois ans. Gilbert Cette véhicule le message qu'elles ne vont pas s'arrêter, et qu'elles vont même s'intensifier ! En quoi il se montre un fidèle toutou du grand patronat et du gouvernement.

Arnaud Louvet

AGENDA

Fête de Marseille

Dimanche 5 mai à partir de 11 heures

à Gardanne, dans le parc forestier de Valabre, (D7, entre Gardanne et Luynes)

À 15 heures, débat avec Nathalie Arthaud

Déficit public : taxer les travailleurs, épargner les plus riches

Après la publication du déficit 2023, qui s'élève à 154 milliards d'euros, le gouvernement veut trouver de l'argent.



Pour mieux faire les poches des classes populaires, le gouvernement fait semblant de chercher aussi du côté des plus riches. Alors, mardi 2 avril, le Premier ministre Attal a créé une mission parlementaire pour « taxer les rentes ».

Le mot « rente » permet d'éviter de parler des profits capitalistes. Pourtant, les groupes du CAC 40 ont réalisé 153,6 milliards

90 pour 100 000 habitants, soit un pour 1 100 habitants. Mais la situation n'est pas meilleure dans l'ensemble de l'Île-de-France, et certains départements, comme la Seine-Saint-Denis, concentrent ces problèmes. De plus, les difficultés se cumulent. D'après un rapport du Sénat datant de 2020, 16 % de la population « disposant d'un accès restreint aux médecins généralistes a également un faible accès aux urgences ».

Avec sa chasse aux lapins, le gouvernement se lance dans une opération

de diversion qu'il a maintes fois utilisée. Les classes populaires se chaufferaient trop, achèteraient des médicaments dont elles n'ont pas besoin, n'élèveraient pas correctement leurs enfants et n'auraient donc pas la politesse d'annuler leurs rendez-vous médicaux. Ce brassage de vent ne peut faire oublier que ce gouvernement ne fait rien pour remédier aux problèmes rencontrés par les classes populaires, en particulier celui de pouvoir se soigner correctement.

Aline Retesse

Bourse et donc la fortune des actionnaires.

Mais rien n'est encore fait. On peut même parier sans risque que les richesses des actionnaires ne seront pas égratignées. Depuis des années, les gouvernements agitent parfois ce sujet sans jamais aller plus loin. De Chirac, qui parlait des « patrons voyous », jusqu'à Hollande et sa taxe sur les dividendes à 3 %, qui a été annulée cinq ans après et remboursée aux entreprises, tous les gouvernants ont montré la même servilité envers les capitalistes.

C'est même pour continuer à les arroser d'argent public que la dette de l'État grandit. Chaque année des centaines de milliards servent à augmenter leurs fortunes, que ce soit en exonérations de cotisations, en crédit impôt recherche ou sous une autre forme. Ce sont ceux-là qu'il faut faire payer pour cette dette qui ne concerne pas les travailleurs.

Charles Legoda



Lutte ouvrière en campagne

Depuis plusieurs semaines, Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier, qui conduiront la liste Lutte ouvrière aux prochaines élections européennes, vont à la rencontre des militants et sympathisants de notre courant à travers le pays pour débattre de la situation.

Samedi 6 avril, lors du débat à la fête de Saint-Nazaire, la dénonciation par Nathalie de la responsabilité directe de l'impérialisme dans les différents conflits meurtriers en cours, de Gaza à l'Ukraine en passant par la RDC, a soulevé des questions : « Nous condamnons la politique de l'impérialisme, mais on ne peut quand même pas laisser faire Poutine ? Que faire pour aider les Ukrainiens ? » Ce désarroi est légitime, a souligné Nathalie, mais qui est le « on » en question ? Peut-on vraiment attendre

des gouvernements américain ou français qu'ils interviennent pour protéger les Ukrainiens, alors qu'ils mènent une guerre impitoyable aux travailleurs de leurs propres pays ? Un camarade ouvrier aux Chantiers de l'Atlantique a fait le parallèle avec les mensonges dont le patron couvre toutes ses attaques contre les ouvriers, en parlant de prétendus intérêts communs pour l'entreprise et contre la concurrence.

Face à la situation de crise de plus en plus catastrophique, la plupart des

candidats prônent le repli nationaliste et désignent les travailleurs des autres pays comme des concurrents à combattre. Ils parlent tous de souveraineté nationale. Lutte ouvrière prend le contrepied en disant que la seule souveraineté possible, pour les travailleurs, sera celle qu'ils arracheront ensemble aux capitalistes qui dominent l'économie en Europe et partout dans le monde et conduisent l'humanité entière vers la catastrophe. Pour ne pas être condamnés à l'impuissance, face à l'exploitation au quotidien comme face à la montée guerrière, la classe

ouvrière doit avoir son propre parti et il doit être communiste, révolutionnaire et internationaliste.

Pour se faire entendre, Lutte ouvrière ne pourra pas compter sur les relais médiatiques, les invitations dans les débats télévisés et autres interventions au JT de 20 heures. Tout cela est réservé à ce que les journalistes appellent les « listes représentatives », c'est-à-dire à ce petit monde de politiciens professionnels qui gravitent sur les plateaux. Pour populariser ses idées auprès du plus grand nombre, Lutte ouvrière ne peut s'appuyer que sur la

conviction et l'énergie de ses électeurs, de ses sympathisants et de ses militants. En discutant avec les voisins, les camarades de travail, les amis et les proches, en collant des affiches, chacun peut se faire le relais de cette campagne. Sur le plan financier aussi, une liste composée de travailleuses et de travailleurs ne peut compter que sur le soutien et les efforts des classes populaires. La souscription ouverte pour financer la campagne permet de faire un geste élémentaire pour aider Lutte ouvrière à s'exprimer dans ces élections.

Nadia Cantale

Jean-Marie Nomertin, employé en Guadeloupe

Candidat sur la liste Lutte ouvrière, j'ai 59 ans, j'ai travaillé dans le secteur de la banane et durant ces années, surtout dans les grandes exploitations, j'ai dû, à l'instar de mes camarades, transporter 157 régimes par jour à dos d'homme...

Une étude a démontré qu'avec ces 135 régimes les travailleurs transportent sept tonnes par jour à dos d'homme. Avec les conséquences que l'on peut deviner, les genoux abîmés, les chevilles endolories, les épaules n'en parlons même pas, et tout cela se fait dans l'indifférence la plus totale.

Nous sommes aussi confrontés au problème et au scandale du chlordécone. Le chlordécone, c'est une dérogation obtenue par les serveurs des capitalistes assoiffés d'argent, de profit et pleins de cupidité. Ces derniers, avec les ministres de l'époque, notamment Chirac, notamment Nallet ministre de l'Agriculture, ont signé une DÉROGATION, dix lettres cochées pour obtenir le droit de nous empoisonner, nous les travailleurs de la banane en premier lieu. Nous sommes en train de

mener un combat contre l'empoisonnement au chlordécone : plus de vingt ans de procédure, des tonnes de papier qui aboutissent à un non-lieu. Donc les capitalistes ont tous les droits, les pauvres et les travailleurs n'en ont aucun.

On a vu récemment une étude qui démontrait qu'en Guadeloupe et en Martinique il y a un énorme pourcentage d'hommes atteints du cancer de la prostate. C'est un crime, un crime odieux perpétré à l'insu de tous, qui aujourd'hui nous condamne à mourir à petit feu, et plus largement toute la population, avec les consommations d'eau, de cultures vivrières contaminées, etc.

Ce que nous disons : nous sommes présents à ces élections européennes pour dénoncer, mais pas seulement, pour faire en sorte qu'on puisse faire bouger



les choses, préparer la classe ouvrière à faire face à la montée de l'extrême droite.

Les raisons de ma présence sur la liste de Lutte ouvrière à ces élections sont non seulement de renforcer le camp des travailleurs, mais aussi qu'il y ait un choix autre qu'entre les serveurs des capitalistes ou la montée de l'extrême droite qui est un danger pour toute la classe ouvrière.

C'est d'une grande importance dans ces élections de réaffirmer notre position et ne pas donner prétexte à certains de ne pas voter. À ces élections il y a un fort taux d'abstention, mais nous disons qu'il y a une réponse plus appropriée qui est de voter Lutte ouvrière, de voter pour le camp des travailleurs.



À Saint-Nazaire, le 6 avril.

Meeting

de la liste Lutte ouvrière –
le camp des travailleurs

avec Nathalie Arthaud
et Jean-Pierre Mercier

Vendredi 26 avril, à 20 heures

Grande salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor – Paris 5^e

Métro Maubert-Mutualité – Entrée libre

Fonctionnaires : grandes manœuvres contre les travailleurs

Le gouvernement veut une réforme du statut des fonctionnaires. Une rencontre a eu lieu dans ce but avec les syndicats mardi 9 avril. D'autres réunions de ce type sont programmées sur plusieurs mois.

Ces discussions ne servent qu'à enrober une nouvelle attaque contre les travailleurs des services publics et à rechercher la complicité des directions syndicales. Le ministre de la Fonction publique, Stanislas Guerini, a fourni aux représentants syndicaux un document dans lequel il explique qu'il faut remettre en question les catégories A, B et C de la Fonction publique. Les raisons invoquées sont qu'elles « sont parfois un plafond de verre pour les agents » et que c'est un système qui « empêche les mobilités ». Le document explique aussi que cela écrase « la courbe des rémunérations entre catégories » et qu'il faut développer la

« rémunération au mérite. » Autrement dit, il annonce de nouvelles attaques contre des travailleurs en prétendant que c'est pour leur bien.

Dans les hôpitaux, les établissements scolaires, les municipalités, les administrations... les travailleurs du public ont des salaires au plus bas, et qui ont de plus été rongés par l'inflation tout comme les travailleurs du privé. La séparation des fonctionnaires en trois catégories – les tâches de direction et d'enseignement (catégorie A), celles d'encadrement intermédiaire (catégorie B) et d'exécution (catégorie C) – est un très bon prétexte pour l'État pour ne pas



avoir à augmenter ces salaires. Par exemple, quand un agent change d'affectation pour avoir une tâche qui devrait officiellement être mieux payée, il doit souvent, pour obtenir le salaire correspondant, passer un concours avant de changer de catégorie... à la condition que l'administration crée des postes pour ces concours. Sinon, il reste avec son ancien salaire.

Si le gouvernement veut supprimer ces catégories,

il n'est pas besoin d'être devin pour savoir que ce ne sera pas pour augmenter les salaires. L'État se comporte en patron comme les autres, qui cherche à aggraver les conditions de travail et à abaisser les salaires.

Le ministre prend des précautions avant de porter ses coups, parce qu'il y a plus de cinq millions de fonctionnaires, qui représentent une force de contestation potentielle considérable. Il

veut donc commencer par mettre dans sa poche les directions syndicales, en ayant l'air de faire de petites concessions afin qu'ensuite elles puissent prétendre avoir bien défendu les intérêts des fonctionnaires lors des entrevues ministérielles. Elles pourraient alors devenir le relais de l'attaque gouvernementale contre les travailleurs. La manœuvre est cousue de fil blanc.

Pierre Royan

Chômeurs : toujours dans le viseur d'Attal

Le 9 avril, en dépit des prolongations, les négociations triennales au siège du Medef entre patronat et confédérations syndicales sur l'assurance-chômage n'étaient pas terminées.

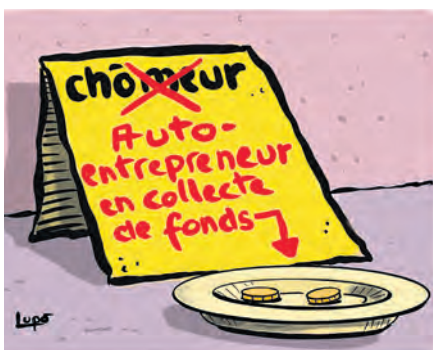
S'il n'était pas difficile de savoir de quel côté venait le blocage, il était aussi simple de comprendre que, en embuscade, le gouvernement attendait de reprendre la main sur le sujet.

Dans le viseur du gouvernement, les chômeurs actuels ou futurs peuvent s'attendre, de toute façon, à une nouvelle salve de mauvais coups. Macron, Le Maire et Attal jouent sur du velours. Même en cas d'accord paritaire, une lettre de cadrage gouvernementale viendra imposer leurs vues et, faute d'accord, le gouvernement pourra décider à loisir, et de l'usage de l'excédent de caisse (1,1 milliard d'euros en 2024) et de la manière d'indemniser les chômeurs.

C'est de l'escroquerie car la caisse de l'Unedic-assurance chômage, destinée à indemniser les travailleurs

sans emploi, est remplie grâce au travail de ceux qui en ont un. Qu'il s'agisse des cotisations dites patronales (en moyenne 4,05 % du salaire brut au-dessus de 1,6 smic) ou de la part versée par l'État sur la CSG récupérée depuis que la cotisation salariale a été abolie en 2019, ces sommes sont le résultat direct du travail salarié. Leur utilisation pour l'indemnisation des travailleurs privés d'emploi n'est pas un cadeau, mais un simple retour. Mettre la main sur elles revient à voler littéralement les chômeurs, actuels et à venir.

Mais ce petit magot intéresse vivement le gouvernement soucieux de récupérer l'argent à distribuer à ses amis capitalistes. Ainsi, 12 milliards de ponctions sont déjà prévues dans les trois prochaines années



sur le budget de l'Unedic. En disposer sans avoir le moindre compte à rendre aux « partenaires sociaux », comme il dit, serait une facilité de plus. Mais, surtout, Attal a déjà lourdement balisé le terrain et de nouvelles attaques contre les chômeurs, en particulier les chômeurs âgés, sont en préparation. Réduction de la durée d'indemnisation, augmentation du temps de travail nécessaire pour ouvrir des droits, recul de deux ans de l'âge donnant droit à une indemnisation plus longue des chômeurs seniors, le menu empoisonné est prêt. En supplément gratuit, non content de menacer les travailleurs dans leur ensemble en s'en prenant aux sans-emploi, ce gouvernement tente d'introduire le fil de la division.

Viviane Lafont

Sénat : menaces contre le droit de grève

Mercredi 3 avril, les sénateurs ont adopté en commission un texte visant à encadrer le droit de grève dans les transports publics.

Cette tentative de remettre en cause le droit de grève des travailleurs des transports publics est menée par le sénateur UDI Hervé Marseille. Le texte prévoit l'instauration de 30 jours pendant lesquels les salariés des transports seraient privés de leur droit de grève aux heures de pointe. Ces jours, tels que deux des départs en vacances, les week-ends, les élections ou encore les grandes compétitions sportives, seraient définis à l'avance. La proposition de loi prévoit, aussi, d'allonger le délai dans lequel les cheminots doivent déposer leur déclaration d'intention, de 48 à 72 heures avant le début de la grève.

Le ministre délégué aux Transports, Patrice Vergriete, a assuré aux fédérations cheminotes que ce texte ne passerait pas. Mais il leur a aussitôt demandé en échange de ne

pas faire grève pendant la période olympique... une façon à peine déguisée de restreindre le droit de grève! Quant à Hervé Marseille, il n'est pas le premier à mener ce type d'offensive contre le droit de grève. À Noël 2022, après une grève de contrôleurs, le ministre des Transport de l'époque, Clément Beaune, avait lui aussi lancé cette menace. À chaque fois, ces messieurs se font passer pour les défenseurs des usagers.

Eh bien, ce que les usagers des transports publics subissent au quotidien, ce sont les hausses de prix des billets et les annulations à répétition de RER, de métro pour cause de travaux ou par manque de personnel. Ils subissent les politiques de la SNCF et de la RATP... tout comme les subissent aussi les travailleurs des transports publics.

Joséphine Sina

Plateau des Glières : Résistance et Union nationale

Dimanche 7 avril, Macron s'est rendu sur le plateau des Glières pour y célébrer le 40^e anniversaire de la fin de l'éphémère « République de Savoie » que quelques centaines d'hommes en armes, venus des forces de la Résistance, avaient instaurée, le 31 janvier 1944. « À 1 400 mètres d'altitude, au-dessus d'elle-même, la France s'élevait », a déclaré Macron. Mais quelle France et pourquoi ?

« Emmanuel Macron célèbre la diversité des engagements qui ont fait la Résistance », a titré à ce propos *L'Humanité*. Mais au service de qui s'est battue cette Résistance, dont le PCF et les FTP étaient une des composantes principales sur le terrain ? La diversité dont se glorifie aujourd'hui le PCF consistait à engager ses militants sous les ordres de De Gaulle. Celui-ci avait, en tant qu'homme de la bourgeoisie française, un projet politique, affiché clairement : il s'agissait de restaurer le plein pouvoir de

l'État ébranlé par la victoire provisoire de l'Allemagne nazie. Pétain avait sauvé de son côté les intérêts de la bourgeoisie française dans la situation d'occupation. Il fallait assurer une relève dans le cadre de la victoire annoncée de l'autre camp, celui des Alliés. Face cette fois aux États-Unis, de Gaulle voulait pouvoir restaurer l'empire colonial français et un espace pour son économie capitaliste.

Les dirigeants du PCF souscrivaient au projet en connaissance de cause. Ils pouvaient utiliser

l'engagement courageux de leurs militants, qui, eux, pensaient lutter pour une société nouvelle. En réalité, ils étaient mis au service de la restauration de l'habituel ordre bourgeois en France. C'est dans ce cadre qu'avait été créé, le 27 mai 1943, le Conseil national de la Résistance, le CNR, et que deux ministres communistes allaient être intégrés le 9 juin 1944 au gouvernement provisoire de la République présidé par de Gaulle.

Le sacrifice des combattants du plateau des Glières, achevé le 26 mars 1944, avec au moins 130 morts, fut suivi de celui des combattants du plateau du Vercors. Du 9 juin au 21 juillet 1944, la « République du Vercors, premier territoire libéré de la France », y fut proclamée juste après le débarquement des troupes alliées le 6 juin. L'offensive de l'armée



Le plateau des Glières.

allemande, le 21 juillet, y mit fin brutalement, faisant cette fois plus de mille victimes, dont des habitants massacrés à cette occasion.

Cette initiative avait été déclenchée à un moment critique de l'offensive alliée, en sachant là encore quelle en serait l'issue. Le but était d'affirmer des forces françaises face à l'état-major américain qui avait envisagé de mettre en place un gouvernement d'occupation. De Gaulle tenait à démontrer, avec l'appui de la Résistance, qu'il aurait les capacités de remettre en place un État, avec ses forces armées, sa police, sa justice, son administration, garantissant la continuité du système capitaliste. Cette politique allait prévaloir pendant toute la période dite de

la Libération jusqu'en 1947, et la classe ouvrière allait la payer au prix fort.

L'Union nationale était le mot d'ordre commun à toutes les forces politiques regroupées dans le CNR. Mais c'était l'union derrière les intérêts de la bourgeoisie française pour préserver les intérêts du capital. C'était la même que l'Union sacrée de 1914, que celle prônée aujourd'hui et pour demain. La glorification du patriotisme, du nationalisme, d'une « France unie », a toujours caché l'abandon de toute politique propre de la classe ouvrière. Celle-ci n'a pas à se soumettre au capital, mais doit viser à le renverser, lui et tout son système, économique et politique.

Paul Sorel

Notre camarade Jean-Claude Hamon

Jean-Claude Hamon, que nous appelions Morny, est décédé le 4 avril 2024, à l'âge de 87 ans.

Issu d'une famille ouvrière parisienne, Jean-Claude avait commencé à travailler à 17 ans à la Compagnie française Thomson-Houston, à Gennevilliers. Il y avait fait la rencontre d'un ancien militant de l'Union communiste, Gustave Gelé, qui avait gagné le jeune révolté qu'il était aux idées communistes.

Jean-Claude fut alors présenté à Robert Barcia et Pierre Bois avec lesquels il allait militer toute sa vie. En 1956, il fit partie de ceux qui fondèrent le groupe Voix ouvrière. Après avoir travaillé dans différentes entreprises de la région parisienne, il parvint à se faire embaucher à la Régie nationale des usines Renault à Boulogne-Billancourt en septembre 1957, comme stagiaire agent technique. Son objectif était celui de notre courant politique : militer dans le bastion des stalinien afin d'y défendre les idées et le programme trotskystes.

Jean-Claude œuvra à la création des bulletins *Voix*

ouvrière notamment dans les bureaux de Renault aux côtés de Pierre Bois, avec lequel il milita dans la même section CGT. En 1961, il en fut exclu, suite à la dénonciation d'un stalinien de l'entreprise qui lui reprocha sa participation aux bulletins de *Voix ouvrière*.

C'était aussi la période de la guerre d'Algérie. Jean-Claude participa aux manifestations contre l'OAS de février 1962, dont celle de Charonne où la répression fit huit morts.

De plus, il contribua au développement de l'organisation aussi en province, commençant un bulletin *Voix ouvrière* à Michelin à Clermont-Ferrand. En mai 1968, il fut de la vingtaine d'ouvriers qui lancèrent la grève à Renault Billancourt. Pendant les événements, il réunit un groupe de travailleurs grévistes sur l'usine. Il fit partie de ceux qui, par leurs huées et leurs sifflements, empêchèrent Georges Séguy de faire reprendre le travail à la suite des

accords de Grenelle lors de l'assemblée générale du 27 mai à Billancourt. Après la grève, il participa à un comité d'action qui regroupait une douzaine de travailleurs de Renault ; certains animèrent le bulletin *Le Porte-Voix*, toute référence à l'organisation *Voix ouvrière* qui venait d'être dissoute étant dès lors interdite.

Faute de pouvoir réintégrer la CGT très violemment antigauchiste, Jean-Claude reprit une activité syndicale à la CFDT Renault et fut délégué du personnel au 2^e collège pour les techniciens de 1969 à 1983. Il milita lors des grèves des OS de l'île Seguin en 1971 et 1973 ; il prit part aussi aux grèves de 1972 contre l'assassinat du militant maoïste Pierre Overney tué devant les grilles de l'usine de Renault-Billancourt, des grèves auxquelles la CGT n'avait pas appelé.

Souvent candidat de Lutte ouvrière aux élections, Jean-Claude est resté jusqu'au bout membre des organes de direction de Lutte ouvrière.

Tenace, discret, toujours disponible pour discuter avec les camarades et les aider dans leurs tâches, il était curieux de tout. Il aimait la musique classique, les poèmes de Prévert, le

théâtre, participait à l'animation théâtrale à la fête de Lutte ouvrière. Il aimait les animaux, les randonnées, la nature. Nous ne l'oublierons pas.



Génocide rwandais : Macron camoufle les responsabilités françaises

La France « aurait pu arrêter le génocide avec ses alliés occidentaux et africains, mais n'en a pas eu la volonté », a déclaré Macron à l'occasion de l'anniversaire du génocide des Tutsi au Rwanda en 1994. Ces mots prononcés par le président du pays qui avait armé les génocidaires sont d'une hypocrisie sans nom.

Ces paroles prouvent à elles seules que des hommes comme Macron seraient prêts à s'engager sur la même voie meurtrière si les intérêts de l'impérialisme français l'exigeaient. En 1994, les dirigeants français présentaient ce qui se passait au Rwanda comme un malheureux conflit entre ethnies africaines. François Mitterrand était alors président de la République et Édouard Balladur Premier ministre. Cette analyse faisant la part belle aux préjugés racistes était reprise par la grande presse et visait à cacher les intérêts impérialistes à l'origine du génocide. Or, celui-ci se préparait ouvertement depuis des années sous les yeux de l'armée française présente sur place. Elle avait distribué des armes non seulement à l'armée rwandaise mais aux milices et aux civils. Des massacres de Tutsi avaient déjà eu lieu en 1992 et les sommets de l'État français en étaient parfaitement informés. C'est donc en toute connaissance de cause qu'ils avaient choisi de s'appuyer

sur le régime criminel du président Habyarimana pour préserver l'influence de l'impérialisme français au Rwanda.

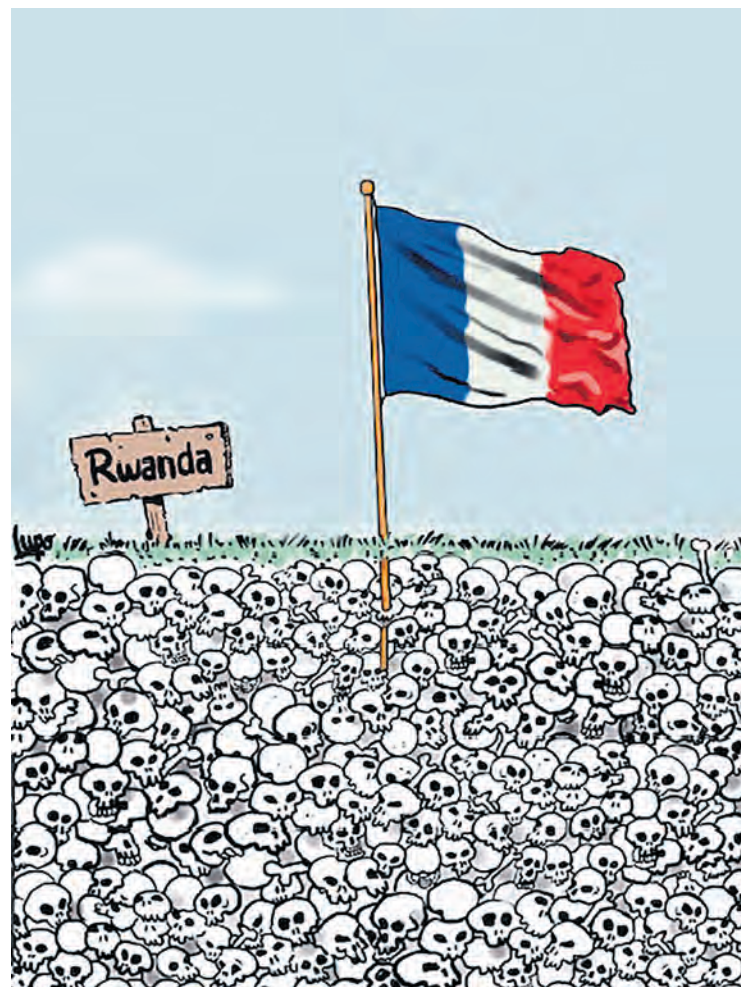
Le soutien sans faille de la France persista même après l'assassinat de 800 000 Tutsi et Hutu modérés en 1994, lorsque l'armée française protégea la fuite des génocidaires en armes vers la République démocratique du Congo, où ils allèrent porter la destruction et la mort.

Trente ans après, Macron a prononcé quelques demi-excuses, avant de faire un pas en arrière en déclarant qu'il n'avait pas voulu en dire autant, peut-être retenu par la crainte que de hauts responsables encore en vie puissent être entraînés devant un tribunal international. Ce n'est pas nouveau. Depuis son élection, Macron a entrepris de se réconcilier avec le régime rwandais. En mai 2021 il avait donc reconnu « la responsabilité accablante » de la France dans le génocide. Il n'a pas non plus été avare de gestes symboliques, favorisant par

exemple l'élection d'une diplomate rwandaise comme secrétaire générale de la Francophonie.

C'est que le Rwanda est devenu une puissance régionale qui compte en Afrique centrale. Ses soldats protègent les installations de Total contre les djihadistes au Mozambique et constituent en Centrafrique le seul contingent capable de rivaliser avec les mercenaires russes de l'Africa Corps, le nouveau nom de Wagner. C'est d'autre part un pays stable où la corruption n'est pas trop la règle, contrairement aux voisins, et qui semble donc susceptible d'attirer les investissements. La reconnaissance des crimes d'hier peut aider les affaires d'aujourd'hui.

Macron joue aujourd'hui à propos du Rwanda la même musique qu'en 2022 sur la guerre d'Algérie, lorsqu'il avait invité à « regarder le passé avec courage », insinuant que celui-ci est aujourd'hui définitivement révolu et que rien de tel ne pourrait se produire dans



le monde actuel, avec des dirigeants comme lui. Rien n'est plus faux. La politique des grands pays impérialistes est dictée par les seuls intérêts de leur bourgeoisie. Ils peuvent varier au fil du temps mais les considérations humanitaires n'entrent absolument pas en ligne de compte lorsqu'il s'agit de les faire triompher. Les centaines de milliers

de tués hier au Rwanda, les civils massacrés et les enfants tués aujourd'hui à Gaza ne pèsent absolument rien dans la balance des intérêts des puissances impérialistes. Quel que soit le degré d'horreur, il ne s'agit pas pour leurs dirigeants d'y mettre fin, mais de les camoufler.

Daniel Mescla

Harkis : l'État condamné pour traitements inhumains

Après cinq années de procédure, la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) vient de condamner l'État français pour traitements inhumains et dégradants envers des Harkis. Ces traitements avaient été infligés à quatre enfants de Harkis algériens internés avec leurs parents dans le camp de Bias, dans le Lot-et-Garonne, dans les années 1960-1970.

La France avait enrôlé les Harkis comme supplétifs de son armée, au cours de la sale guerre coloniale contre l'indépendance de l'Algérie. Après avoir torturé, violé, tué des centaines de milliers d'Algériens, elle avait été obligée de reconnaître sa défaite en 1962. Elle avait mis les Harkis dans une situation impossible : rester en Algérie et être traités comme des traîtres sur lesquels des vengeances mortelles s'exerçaient, ou fuir. Sur l'ordre explicite du gouvernement de Gaulle, l'armée française abandonna à la mort de nombreux Harkis

qui auraient voulu se réfugier en France.

Près de 100 000 Harkis, en comptant leurs familles, réussirent tout de même à survivre et à traverser la Méditerranée. Le mépris colonial ne cessa pas pour autant : la moitié d'entre eux furent parqués dans des « hameaux de forestage » entourés de barbelés, ils n'étaient pas libres de se déplacer et leurs enfants n'allaient pas à l'école. Selon la CEDH, les conditions de vie imposées par l'État à ces familles « n'étaient pas compatibles avec le respect de la dignité humaine

et s'accompagnaient en outre d'atteintes aux libertés individuelles ».

En 2021, Macron avait solennellement demandé pardon aux Harkis encore en vie et à leurs descendants et reconnu un « abandon par la République française ». Mais la loi qui avait suivi en 2022 ne leur avait accordé qu'une réparation pécuniaire ridiculement faible pour compenser leur traitement en parias : 3 000 euros, plus 1 000 euros par année d'enfermement dans les camps. La CEDH a aussi condamné la France à accorder quatre fois plus aux plaignants. Reste à savoir si les milliers d'autres descendants de Harkis en bénéficieront aussi.

Jetés aux oubliettes après usage : voici comment l'impérialisme français a traité ceux dont il s'était servi.

Lucien Déroit



Lisez
Lutte de classe,
revue de l'Union
communiste
internationaliste

Au sommaire du numéro 239 (avril 2024) :

- L'Europe et la guerre en Ukraine
- Mer Rouge : un conflit nourri par les interventions occidentales
- Après dix ans de pouvoir de Modi et du BJP, l'Inde à l'heure des élections
- La Coordination rurale et la radicalisation des agriculteurs
- Pesticides : le poison de la course au profit
- Marine marchande : les avatars de l'exploitation au long cours

Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.

Ukraine : plus d'hommes pour une guerre plus impopulaire

Une nouvelle vague de mobilisation devrait fournir près d'un demi-million de soldats à l'état-major ukrainien. Zelensky vient de signer la loi de mobilisation, avec effet au 3 avril.

Votée par les députés il y a un an, cette loi avait vu sa mise en œuvre repoussée, le gouvernement craignant les réactions de la population et Zelensky voulant se défaire sur l'état-major d'une mesure impopulaire dont il prétendait ne pas voir la nécessité. Critiqué en cela par les sommets de l'armée, il a récemment fait coup double en limogeant son chef d'état-major et en lui attribuant l'échec de la contre-offensive dont il a été tant question en 2023.

Mais les manœuvres politiques ne pèsent pas lourd face aux réalités du front. Faute d'armes et de munitions, dit Zelensky, qui supplie ses parrains occidentaux de lui en fournir en plus grand nombre ; faute de militaires pour s'en servir, insistent les généraux, les unités ukrainiennes reculent sous la pression adverse. Et l'armée russe grignote des positions.

« Quelle que soit l'aide reçue,

quel que soit le volume des armements dont nous disposons, nous manquons d'hommes, le destin du pays est en jeu », a déclaré lundi 7 avril le chef de l'armée de terre ukrainienne. Rappelant que « les véhicules de combat n'avancent pas tout seuls, que les fusils ne tirent pas d'eux-mêmes, qu'un drone ne vole pas sans aide », il a ajouté : « Les unités doivent être renouvelées. »

Ce dernier point est crucial dans la communication des militaires. En effet, l'opposition de la population à la guerre a commencé à prendre forme autour de manifestations de compagnes, mères et sœurs de soldats mobilisés depuis février 2022, dont elles réclament le retour immédiat dans leurs foyers.

En agitant le thème de la relève, les autorités civiles et militaires veulent désamorcer cette contestation. Mais, il est peu probable que cela suffise à faire taire le rejet croissant

que suscitent la guerre et tout ce qu'elle implique de sacrifices, au front et à l'arrière.

En janvier, Zelensky avait affirmé que l'armée ukrainienne avait perdu 31 000 hommes. Pourtant, dès l'été dernier, le *New York Times*, bien informé par les « conseillers » américains sur place, parlait, lui, de 70 000 morts et 120 000 blessés. Six mois plus tard, ce sinistre bilan s'est alourdi, le mécontentement populaire aussi. Il ne se passe pas de jour sans que les médias ne relatent des refus de jeunes ou non – car l'armée ukrainienne a une moyenne d'âge élevée : 43 ans – de se laisser capturer par les agents recruteurs, des réactions de passants leur venant en aide, des cas de soldats envoyés à l'abattoir sans

aucune préparation. Et il ne fait pas oublier l'effroyable corruption de larges pans de l'appareil d'État, auxquels la volonté de millions de civils d'échapper à la mort ouvre d'immenses perspectives d'enrichissement.

Le cas le plus connu est celui du chef du centre territorial de recrutement d'Odesa qui, vendant exemptions et passe-droits à qui en a les moyens, a pu s'offrir une villa à 4 millions d'euros à Marbella ! Du coup, Zelensky a dû limoger tous les chefs de ces centres, comme il l'avait fait pour des ministres, dont celui en titre de la Défense et son adjoint, des généraux ouvertement corrompus. Mais cela n'a freiné ni les départs en douce à l'étranger d'hommes de 18 à 60 ans, ni la rapacité

de gradés et de bureaucrates de tout poil.

Il y a quelques jours, le chef d'état-major de Zelensky a exhorté les hommes en âge d'être mobilisés « d'avoir le courage de se porter volontaires pour aller à l'armée, car on ne peut faire autrement ». La formulation même dit assez que les volontaires se font rares, qu'ils ne partent à l'armée que sous la contrainte, et que de plus en plus d'hommes et de femmes en Ukraine ont le courage de le dire publiquement.

Alors, les communiqués des forces armées de Kiev ont beau se conclure de façon rituelle par la formule : « Ensemble jusqu'à la victoire », l'union sacrée qu'elle prêche ne fait plus guère recette.

Pierre Laffitte



REUTERS

Bras de fer au sein de l'UE

Le 8 avril, les dirigeants des vingt-sept pays de l'Union européenne et les eurodéputés ont reconduit pour un an les exemptions de taxes sur les importations de produits agricoles ukrainiens décidées en 2022.

L'Ukraine n'étant pas membre de l'UE, ses exportations sont supposées être taxées à l'entrée de la zone de libre-échange qu'est l'UE. Au nom de la solidarité après l'invasion russe, les dirigeants européens ont supprimé en 2022 une grande partie de ces taxes sur de nombreux produits agricoles. L'un des objectifs affichés, alors que les ports de la mer Noire sont inaccessibles aux gros navires, était de permettre les exportations ukrainiennes vers l'ensemble du monde via les ports de l'UE.

Dans les faits, du sucre, des œufs ou des poulets produits à bas coût en Ukraine, ainsi que quelques milliers de tonnes de céréales,

n'atteignent jamais ces ports et sont vendus sur le marché européen, où les producteurs les accusent de créer « une concurrence déloyale ». À plusieurs reprises, des agriculteurs polonais ont bloqué la frontière, allant jusqu'à déverser du blé ukrainien sur les voies, tandis que leur gouvernement suspendait la mesure. Des céréaliers français protestent également contre cette exonération des taxes.

Pour prendre en compte ces protestations, les dirigeants européens ont donc introduit dans le nouveau dispositif « un frein d'urgence » en cas de perturbations constatées sur le marché. Ils ont plafonné les importations non taxées aux volumes

moyens importés entre mi-2021 et fin 2023, sauf pour les céréales où aucun plafond n'est imposé. Certains agriculteurs réclamaient, en vain, que la période de référence soit l'année 2021, où les importations en provenance de l'Ukraine étaient faibles.

Toutes ces tractations ont peu de rapport avec la solidarité avec l'Ukraine et révèlent surtout le bras de fer permanent qui préside aux décisions de l'UE. Déjà, la quasi-totalité des exportations dites ukrainiennes proviennent d'immenses holdings agricoles dont les capitaux et les créanciers sont occidentaux. Ainsi la BNP est-elle actionnaire du groupe MHP, dont le président Yuriy Kosyuk est surnommé le roi du poulet et qui a triplé ses ventes en Europe depuis 2022. Les bénéficiaires de ces importations sont d'abord les banques et



SERVICE DE PRESSE DE L'ADMINISTRATION DE LVIV

Un élevage de poulets en Ukraine.

certainement pas les petits agriculteurs ukrainiens, qui n'exportent rien. Quant aux géants européens de l'agro-alimentaire ou de la grande distribution, ils trouvent leur compte dans l'importation de sucre ou d'huile de tournesol à bas prix.

Chaque décision de l'Union européenne résulte d'un arbitrage entre les

intérêts contradictoires des capitalistes européens, qu'ils soient dans l'agriculture, l'agro-industrie, la distribution ou la finance. Et en tout cas, aucune de ces décisions ne prend en compte les intérêts des classes populaires, qu'elles soient de France, d'Ukraine ou d'ailleurs en Europe.

Xavier Lachau

Gaza : les massacreurs et ceux qui les arment

Pendant que le président américain Biden, et ses diplomates à l'ONU, bavardent à propos d'un cessez-le-feu à Gaza, l'État américain continue d'armer Israël.

Ces derniers jours Biden a autorisé le Pentagone à livrer 25 avions de chasse F-35 – les plus modernes – à l'armée de l'air israélienne pour une valeur de 2,5 milliards de dollars. Cette livraison est accompagnée de 500 bombes MK82 de 250 kilos et de 1800 bombes MK84 de 1000 kilos. Ce sont des bombes de ce type qui ont détruit des immeubles entiers, le 31 octobre dernier dans le camp de

Jabalya, tuant une centaine de réfugiés selon l'ONU.

Un porte-parole du Pentagone a justifié ainsi la livraison de ces armes de destruction massive : « *Les États-Unis continuent de procurer l'assistance nécessaire à la sécurité de notre allié Israël qui doit se défendre du Hamas.* » En quoi les immeubles de Gaza menacent-ils les Israéliens ? En quoi des avions de chasse et des bombes si



Au sud de la bande de Gaza.

lourdes permettent de défendre qui que ce soit contre des terroristes ?

La France contribue elle aussi à l'armement d'Israël, même si c'est dans une bien moindre mesure que les États-Unis, ou que l'Allemagne et l'Italie, respectivement deuxième et troisième fournisseurs d'armes à Israël. Depuis dix ans, la

France lui a vendu pour 208 millions d'euros de matériel militaire, comprenant des bombes, des roquettes et des missiles. Le gouvernement français prétend ne pas livrer d'armes utilisées au cours du conflit actuel, mais il a autorisé, fin octobre 2023, la livraison d'au moins 100 000 pièces de cartouches pour des fusils mitrailleurs

susceptibles d'être utilisés contre des civils à Gaza.

Sans le soutien et les armes fournies par les puissances impérialistes, l'État israélien n'aurait pas eu les moyens de mener six mois de bombardements intensifs et de se livrer au massacre de plus de 32 000 Palestiniens de Gaza.

Lucien Déroit

Migrants : des chemins d'Europe de plus en plus tortueux

Depuis le début de l'année, plus de 1 500 migrants, en majorité égyptiens, venus de Libye, ont débarqué sur l'îlot de Gavdos, au sud de la Crète.

En effet, cette île grecque de 27 km², peuplée de 70 habitants, se trouve désormais sur une nouvelle route que les migrants sont obligés d'emprunter pour traverser la Méditerranée. Or il est prévisible que le nombre de départs d'Égypte augmente prochainement. La population y est prise à la gorge par l'inflation, qui atteignait déjà officiellement 35 % en janvier et s'accélère après un accord du gouvernement avec le Fonds monétaire international. Les raisons de tenter de rejoindre l'Europe ne manquent pas pour les habitants, qu'ils soient égyptiens ou réfugiés du Moyen-Orient ou du Soudan.

Jusqu'à récemment, les migrants partant d'Égypte se rendaient à Tobrouk pour tenter de rejoindre ensuite l'Italie, mais les opérations policières se sont multipliées, rendant les voyages plus périlleux. En mars 2023, l'Union européenne a signé un accord avec la Libye lui apportant un soutien financier et matériel pour intercepter les migrants en mer et les renvoyer dans les centres de rétention où ils subissent la torture.

Quant à l'Italie, en plus des accords passés de longue date avec le gouvernement libyen officiel, elle vient de renforcer ses liens avec le général Haffar, dont les milices contrôlent

le port de Tobrouk et sa région, de façon à intercepter, là aussi, les migrants. C'est ainsi que s'est ouvert un autre itinéraire en direction des îles grecques même si elles sont à 300 kilomètres, du moins pour ceux qui payent un prix plus élevé aux passeurs. Mais de son côté, l'Égypte s'engage à intercepter ceux qui partent du pays, par un accord de « partenariat global » qu'elle vient de signer avec l'Union européenne.

L'étau se resserre sans cesse. Cela n'empêchera pas celles et ceux qui ont besoin d'un refuge et d'un travail de tenter leur chance vers l'Europe forteresse, mais à quel prix !

Jean Sanday



Migrants refoulés en mer Egée.

Panama Papers : la grande évasion fiscale

Vingt-sept personnes sont jugées depuis le 8 avril au Panama, dans le scandale des Panama Papers, révélé en 2016. Une fuite de 11,5 millions de documents appartenant au cabinet d'avocat panaméen Mossak Fonseca, avaient alors été exploités par un consortium de médias.

Celui-ci avait révélé les noms de 300 000 entreprises et de nombreux milliardaires, responsables politiques, sportifs et célébrités, ayant pratiqué à un haut niveau l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent : une belle brochette de capitalistes, de criminels, d'oligarques, d'hommes d'affaires et de pouvoir.

Parmi ceux-ci, on trouvait de nombreux chefs d'États en exercice à l'époque comme Porochenko président de l'Ukraine de 2014 à 2019, baptisé roi du chocolat, le roi Salmane d'Arabie Saoudite, le premier ministre islandais Gunnlaugsson, le premier ministre britannique David Cameron. Des proches du président chinois Xi Jin Ping ou de Poutine, à ceux de Zuma alors président d'Afrique du Sud ou de Mohammed VI au Maroc, on peut voir que l'internationalisme version bourgeoise était la règle pour ce cabinet, sans aucun préjugé sur l'origine des fonds.

Question aigrefins, la France a su fournir elle aussi son contingent. On y trouve l'inévitable Balkany, ancien maire LR de Levallois, ainsi que Jérôme Cahuzac, ancien ministre PS du budget de Hollande, qui a su s'inspirer de Strauss-Kahn, lui aussi cité dans les Panama Papers, dans l'art d'administrer son propre

budget. Le milliardaire Patrick Drahi, propriétaire de Altice et SFR, y fait bonne figure. La famille Le Pen est présente via la société suisse Balerton et l'entremise d'un majordome, en billets, titres, lingots et pièces d'or, ce qui prouve qu'elle sait choisir entre la préférence fiscale et la préférence nationale.

À vrai dire tout ce montage financier n'était possible que par la volonté des plus grandes banques, qui pourvoient le cabinet panaméen, parmi d'autres, en clients fortunés pour leur permettre d'échapper au fisc. La Société générale fait partie des cinq premières. Les Panama Papers révélaient par exemple un courrier de 2010 lui garantissant : « *660 dollars seulement pour une société au Panama, frais de mise à disposition de directeurs (prête-noms) inclus ! Et 10 % de réduction spéciale sur toutes les autres juridictions.* »

Quand la bourgeoisie n'obtient pas l'exonération fiscale directement des pouvoirs en place, elle dispose d'un réseau bancaire qui lui permet d'échapper à l'impôt de mille et une façons. Elle sait faire de la planète entière son paradis fiscal et un enfer pour les pauvres.

Christian Bernac

Collégiens agressés : la violence de la société

Le tabassage atroce de deux collégiens par d'autres jeunes, qui a mené l'une, Samara, dans le coma le 2 avril, et l'autre, Shemseddine, à la mort deux jours après, vont-ils être l'occasion d'une campagne contre les plus pauvres ? En tout cas, une récupération a commencé dans ce sens.

Au-delà de leur violence extrême, l'effroi suscité par les deux agressions provient de leur caractère collectif, prémédité. Dans le cas de Samara, à Montpellier, il semble qu'un appel au lynchage ait circulé sur les téléphones à partir d'une photo jugée provocante, imputée à tort à la jeune fille, qui

était par ailleurs victime de harcèlement.

Que les réseaux sociaux servent de caisse de résonance est indéniable, mais cette violence absurde est avant tout le reflet de celle de la société. Que l'on soit victime de licenciement, de la pauvreté ou même des conséquences d'une guerre,

on subit la même violence. Cette réalité est si prégnante qu'une partie des jeunes l'intègrent. Alors, il faudrait d'abord que chacun se sente protégé au sein de la société et non écrasé par elle.

Macron au contraire a vu dans ces crimes l'occasion de servir sa propre démagogie. Il a d'une part repris la rengaine suivant laquelle l'école devrait « rester un sanctuaire », comme lors de l'assassinat du professeur Dominique Bernard. S'en sont suivis des annonces qui auront peu de chances d'être suivies d'effet, comme

la création d'internats, et d'autres qui ne coûtent rien, comme l'obligation de déposer les téléphones dans des boîtes à l'entrée des collèges. La perspective de protéger les établissements scolaires est parfaitement illusoire. L'école est dans la société, elle en est par bien des aspects un reflet.

Mais le pouvoir a également, sans surprise, agité la perspective de la répression. Si Attal n'a parlé que de renforcer les mesures disciplinaires à l'école, en particulier dès le primaire, Macron est allé plus loin.

Il a évoqué la création des centres fermés pour les jeunes qui pourraient « dériver », dont beaucoup seraient issus de familles monoparentales ou de l'Aide sociale à l'enfance. En fait, il insinue, comme après les émeutes qui ont suivi la mort de Nahel en juin dernier, que les responsables sont les parents en proie aux difficultés sociales. Des propos destinés à cacher la responsabilité de ceux qui profitent des richesses et imposent aux autres de vivre dans une jungle capitaliste.

Thomas Baumer

Travailleurs sans papiers : régularisation pour tous !

Jeudi 2 avril, plusieurs dizaines de membres du collectif des travailleurs sans-papiers de Vitry-sur-Seine ont déployé deux banderoles sur les marches de la Grande Arche de la Défense.

Ce monument a été inauguré en 1989, construit par plus de 2 000 ouvriers, sans doute parmi eux de nombreux immigrés dont deux qui y ont perdu la vie. Comme le rappelle une banderole, « une instruction la plus humaine possible des dossiers » était la phrase prononcée par Darmanin lors d'une réunion tenue le 29 septembre 2022, en présence du comité, et à la demande de la députée communiste de Gennevilliers Elsa Faucillon.

À la suite de cette rencontre, 83 ouvriers de RSI, une société d'intérim spécialisée dans le bâtiment, en grève depuis décembre 2021, avaient obtenu

un récépissé d'une validité de six mois, avec autorisation de travail. Contents de cette situation, même si elle n'était que provisoire, ils avaient levé leur piquet de grève qu'ils tenaient depuis plus d'un an. Mais six mois plus tard, lors du renouvellement, alors qu'ils avaient tous trouvé un emploi, seuls dix-huit avaient vu leur autorisation de travail prolongée d'un an, et elle va bientôt arriver à expiration. Les 65 autres étaient retournés à la situation de sans-papiers, alors que les autorités n'avaient absolument rien à leur reprocher. L'État venait de faire, de 65 ouvriers, à nouveau 65 sans-papiers.

La situation est aussi

dramatique pour les autres travailleurs sans papiers de Chronopost à Alfortville et DPD au Coudray-Montceaux, en région parisienne, qui ont démarré leur lutte en même temps que ceux de RSI. Sur les 200 du piquet de Chronopost Alfortville, seuls quinze ont été régularisés, et la préfecture a fait savoir dernièrement qu'elle fermait la porte à toute autre régularisation.

Un peu étonnés de ce rassemblement, des passants se renseignaient avec sympathie sur la situation de ces travailleurs qui, par leur présence, ont montré qu'ils étaient toujours là et exigeaient leur régularisation. Ils veulent sortir de cette situation révoltante de clandestins dans laquelle ils sont contraints de vivre, alors qu'ils travaillent tous.

Correspondant LO



Eau en bouteille : escroquerie généralisée

Pureté, bien-être... voilà ce que Nestlé Waters, Danone et consorts promettent lorsque ces entreprises vendent une bouteille d'eau minérale ou de source.

Mais ce que les consommateurs trouveront dans une bouteille de Vittel, Contrex, Hépar, Perrier, ou Saint-Yorre c'est une arnaque.

La différence entre l'eau du robinet et l'eau en bouteille, c'est d'abord le prix. L'eau du robinet se vend 0,003 euro le litre en moyenne, soit 2 euros par an pour une consommation de 1,5 litre par jour. L'eau en bouteille, quant à elle, se vend de 110 à 220 euros par an pour la même consommation.

C'est en certifiant la pureté de leur eau en bouteille que les entreprises du secteur justifient ces écarts de prix. En effet, pour être appelées « minérales » ou « de source », les eaux ne doivent pas subir de désinfection. La purification n'est permise que sur l'eau du robinet. Mais la qualité de l'eau

de source se dégrade du fait de la pollution bactérienne et chimique et, pour y faire face, les industriels recourent depuis des années à ces traitements interdits. Ces pratiques sont faites en toute discrétion sur les sites de conditionnement, pour ne pas se faire prendre lors des contrôles, mais elles se sont généralisées.

Pour l'instant, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) considère que c'est le cas pour au moins 30 % des bouteilles d'eau vendues, dont la totalité de celles des marques commercialisées par Nestlé Waters.

Depuis des années les entreprises du secteur mentent sur la pureté de leur eau. Cette escroquerie leur rapporte des milliards.

Joséphine Sina



Polluants éternels: le chantage de SEB

Jeudi 4 avril, un projet de loi visant à interdire les PFAS, les « polluants éternels », a été adopté. Mais suite aux manœuvres de la majorité gouvernementale, qui a trouvé le soutien des députés LR et RN, les ustensiles de cuisine qui contiennent de telles substances en ont été exclus.

Le projet de loi ainsi exurgé répond à la virgule près aux desiderata de la direction du groupe SEB-Tefal. Le vote des députés est intervenu le lendemain d'un rassemblement de plusieurs centaines de salariés de Tefal devant l'Assemblée nationale. L'appel émanait de certains syndicats du groupe, FO et la CFE-CGC, mais la direction de SEB était à la manœuvre, qui avait payé la journée de travail et les bus des manifestants. Elle fait du chantage à l'emploi en affirmant que 3 000 emplois seraient menacés à Rumilly, en Haute-Savoie et à Tournus en Saône-et-Loire. Elle dispose de relais dévoués parmi les élus, députés, maires des villes où

elle possède des usines.

Les salariés interviewés lors du rassemblement ont exprimé leur crainte légitime de perdre leur emploi. Mais ils subissent le même chantage que celui qu'avaient fait les capitalistes de l'amiante pour continuer à faire du profit. La CGT du groupe, qui n'a pas appelé au rassemblement, a rappelé que « Depuis des décennies, la stratégie est la même de la part des entreprises polluantes : le chantage à l'emploi pour masquer et fuir leurs responsabilités en sacrifiant sur l'autel du productivisme et du profit la santé du monde du travail et celle des populations. » Les patrons voudraient enfermer les travailleurs dans



Salariés de l'usine de Rumilly, en Haute-Savoie.

une tragique impasse : se détruire la santé en s'exposant à des substances polluantes ou rester au chômage. Les manœuvres de SEB contre la loi visent à faire porter la responsabilité d'éventuelles suppressions d'emplois sur les opposants aux PFAS.

Alors que nombre de ces molécules sont toxiques et persistent durablement dans l'environnement, la direction de Tefal prétend que

les PFAS employés comme anti-adhésifs sur ses poêles ne sont pas dangereux. Mais elle ne dit rien sur la façon dont ces substances sont produites avant d'être appliquées sur la poêle ni sur leur dissémination dans l'environnement quand elle est usée. On sait désormais que de vastes zones sont polluées par les PFAS comme la vallée de la chimie au sud de Lyon où Arkema et Daikin

en produisent. Daikin va ouvrir une nouvelle unité de production à Pierre-Bénite près de Lyon mais refuse d'indiquer la nature des PFAS qui y seront produits. En bon patron, il ne veut pas de transparence car derrière les secrets industriels et commerciaux, il y a l'enjeu du profit.

Le groupe SEB est dirigé par Thierry de la Tour d'Artaise, marié à une riche héritière de la famille Lescure, 59^e au classement *Challenges*, avec une fortune de plus de 2 milliards d'euros. Parmi les actionnaires, aux côtés de la famille Lescure, on trouve aussi Peugeot. Ces capitalistes ont largement les moyens de payer pour trouver une solution technique pour remplacer les PFAS, et surtout pour maintenir tous les emplois. Les travailleurs n'ont pas à céder à leur chantage : chômage ou PFAS, non merci !

Cédric Grumel

Tesla : après le sabotage d'une usine

Le 5 mars, un incendie volontaire sur un pylône électrique a provoqué une gigantesque coupure de courant et brutalement arrêté la production de la « gigafactory » Tesla de la région de Berlin, en Allemagne.

La production est restée à l'arrêt pendant une semaine et le courant coupé pour les riverains. Un petit groupe anarchiste, Vulkan (Volcan), a revendiqué l'attaque, mais la tension autour de l'usine date de sa création, quand le trust a choisi une région bucolique de forêts et de lacs, dans l'ancienne

Allemagne de l'Est pour implanter sa « gigafactory ».

Il a fallu abattre 300 hectares de forêts, et une partie de l'usine a pris place sur des nappes phréatiques qui alimentent la région en eau potable. Elon Musk, le propriétaire du groupe et homme le plus riche du monde, a touché un milliard

d'euros de subventions de cette région assez pauvre.

Seule usine du groupe en Europe, elle est sortie de terre en un temps record, et la production a démarré en 2022. Aujourd'hui, les 12 500 salariés postés produisent 260 000 voitures électriques par an. L'ambition de Tesla est de faire passer la production à 1 million de véhicules par an. Il veut donc agrandir le site et raser encore 100 hectares de forêts. Les habitants des villages alentour ont déjà largement

exprimé leur opposition, critiquant la forte consommation d'eau de l'usine dans une zone protégée, les nuisances liées au bruit, à la lumière la nuit, au trafic routier intense dans une zone jusqu'ici tranquille.

À l'intérieur de l'usine aussi, le mécontentement ouvrier n'a cessé de croître. Suite à de très nombreux accidents de travail, dont certains graves et non reconnus, un millier d'ouvriers ont manifesté pour demander des mesures de sécurité. Épuisés, ils revendiquent des cadences moins élevées, plus de pauses et que Tesla rejoigne la convention collective de l'automobile, ce qu'il refuse obstinément. Tandis que Musk traite ouvertement tout militant syndical en ennemi, de plus en plus d'ouvriers adhèrent au syndicat IG Metall.

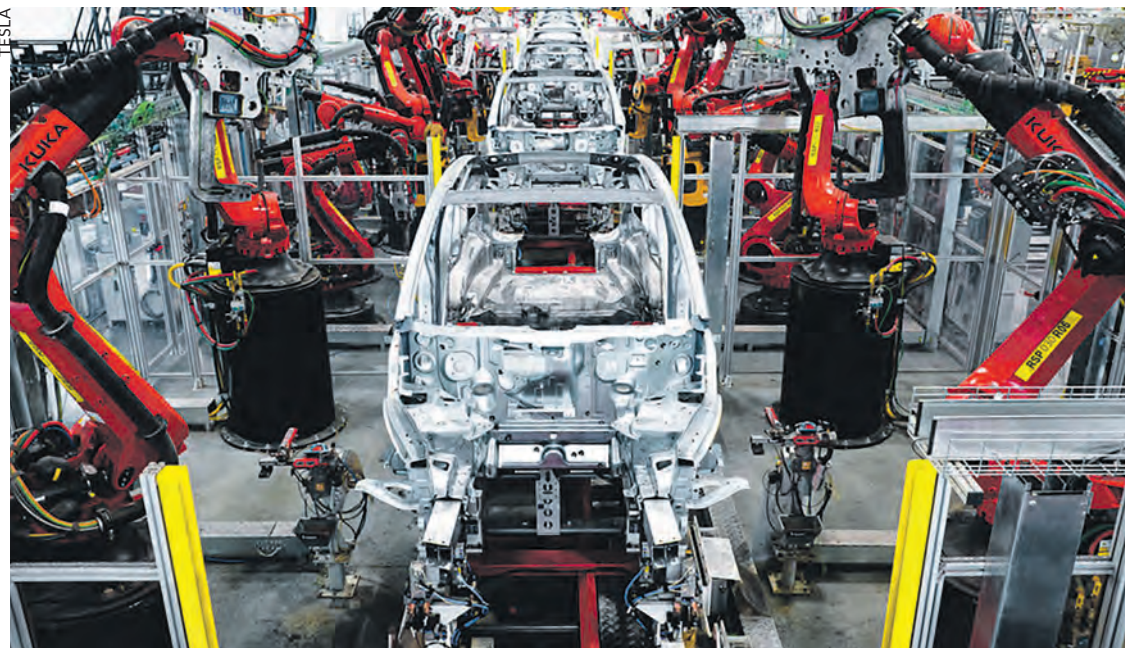
Les élections professionnelles ont eu lieu le 20 mars et pour contrer ce syndicat pourtant bien intégré, la direction a monté plusieurs listes patronales et déployé une intense propagande contre les délégués d'IG Metall. Elle a profité de l'attentat pour assimiler les « fauteurs de troubles » dans l'entreprise à ceux qui ont saboté le pylône et pour

tenter de créer un sentiment d'unité : tout le monde – des ouvriers sur chaîne à Elon Musk – serait victime de l'attentat. En fait, cette opération n'a pas empêché IG Metall, qui d'ailleurs ne s'oppose pas à l'extension de l'usine, d'arriver en tête avec 39,4 % des voix.

En s'attaquant à Tesla, les auteurs de l'attentat ont sans doute voulu s'en prendre à l'emblème d'un capitalisme musclé. Ils ont dit s'attaquer aussi au « fascisme », Elon Musk ayant appelé à voter en Allemagne pour l'AfD d'extrême-droite. Mais l'un des écueils de ce type d'action est bien de risquer de rendre certains travailleurs solidaires de leur propre patron.

Les auteurs sont évidemment activement recherchés par la police. Le milliardaire Elon Musk est coupable de faits bien plus graves, lui qui a fait construire l'usine avant d'y être autorisé et malgré sa nocivité. En moins de deux ans de production, il a déjà détruit la santé de dizaines d'ouvrières et d'ouvriers par des accidents du travail, des conditions de travail néfastes et un stress permanent. Mais il ne sera bien sûr pas inquiété.

Alice Morgen



Chaîne de production de Tesla à Berlin.

Valdunes – Valenciennes : **non aux licenciements !**

Mercredi 20 mars 2024, le tribunal de commerce de Lille a validé la reprise de l'entreprise Valdunes. Roland Lescure, ministre de l'Industrie et de l'Énergie, s'est félicité : « Valdunes est sauvé » a-t-il déclaré.

À ce jour, 119 travailleurs risquent de perdre leur emploi, 102 (sur 226) à l'usine de Trith-Saint-Léger, près de Valenciennes, et 17 (sur 83) à Leffrinckoucke, près de Dunkerque.

Valdunes, qui produit des roues et des essieux de train, est un des derniers morceaux de l'ancien groupe Usinor. Le dernier propriétaire, le groupe

chinois MA Steel, avait annoncé, il y a un an, ne plus vouloir y investir. Après un redressement judiciaire, les usines sont en passe d'être revendues à un groupe français, Europlasma.

Les patrons, les responsables politiques, et la plupart des dirigeants syndicaux ont tous tenu le même discours, au fond, fortement teinté de nationalisme. Ils

ont rejeté la responsabilité des menaces de fermeture sur les « Chinois » et milité pour « sauver Valdunes » au nom du « savoir-faire français ».

Le discours qui consiste à reporter la responsabilité sur les capitalistes chinois est l'arbre qui cache la forêt des capitalistes bien français, qui sont passés bien avant eux. Ce sont les capitalistes français, après s'être enrichis pendant des années, et l'État français, sous des gouvernements de droite, puis de gauche, qui ont fermé une grande

partie de la sidérurgie au début des années 1980, en supprimant alors environ 170 000 emplois. Au passage, la famille De Wendel (aujourd'hui 66^e fortune française) qui possédait Usinor, avait fait racheter ses dettes par l'État français.

Aujourd'hui, quand Europlasma rachète Valdunes, sur les « investissements » prévus de 35 millions, 20 millions sont financés par l'État et les collectivités locales, donc par l'argent public. De plus, des articles ont récemment mentionné qu'Europlasma semble être

une entreprise bien peu fiable, pour autant que cela veuille dire quelque chose.

Le « sauvetage » de Valdunes tant vanté par le personnel politique et les patrons, n'est donc en rien le sauvetage des travailleurs. Ceux de Valdunes se sont mobilisés à de multiples reprises, par la grève, pour défendre leur droit à la vie : c'est bien sur leur force collective, et seulement sur elle, qu'ils peuvent compter pour imposer qu'aucun travailleur ne se retrouve à la rue.

Correspondant LO

Médico-social – Clermont-Ferrand : en lutte

Jeudi 4 avril, à l'appel d'une intersyndicale CGT, FO et SUD, les salariés du secteur sanitaire et médico-social de Clermont-Ferrand ont débrayé et se sont retrouvés à plus d'une centaine devant les marches de la préfecture.

Venus de plusieurs associations, hospitalière psychiatrique, structures d'accueil et hébergement d'urgence, associations de protection de l'enfance ou encore de foyers pour personnes fragiles, ceux qui ont pris la parole ont dénoncé des conditions salariales et de travail qui se dégradent de façon dramatique. Cet appel faisait suite à la volonté du gouvernement et des directions de remplacer les conventions collectives de ce secteur par une convention unique. Il s'agit bien entendu de faire des économies, puisque le gouvernement a annoncé fin

février un plan d'austérité avec 1 milliard de crédits en moins pour cette branche. Un orateur a comparé cette économie avec les profits record annoncés pour les entreprises du CAC 40, plus de 140 milliards, en interrogeant sur la société qui privilégie les actionnaires et qui se moque des personnes les plus fragiles.

Un travailleur de l'Association hospitalière Sainte-Marie, établissement psychiatrique de 1 000 salariés, a parlé des 50 métiers actuellement payés au smic, des dizaines de suppressions de lits et des primes d'attractivité ou autres

« mesurette » qui n'empêchent pas les démissions. Ils revendiquent 2 000 euros minimum et 500 euros d'augmentation de salaire immédiate. Des employés de différentes associations ont insisté sur le management qui les somme d'obéir à tout et sans rien dénoncer sur la place publique. Par exemple, dans un service de la protection de l'enfance, sur 50 salariés, 23 sont en arrêt de travail et il y a eu une tentative de suicide : la travailleuse parlant au micro était tellement touchée qu'elle avait du mal à s'exprimer. Les exclus du Ségur, scandant : « *Il est loin le temps des applaudissements* », revendiquent la prime pour tous ceux qui ont travaillé pendant la pandémie du Covid.

Récemment, une jeune fille mineure a été retrouvée morte dans un hôtel proche de la ville. Un travailleur a rappelé qu'on en arrive à ce drame en privilégiant des structures hôtelières en lieu et place de structures d'accueil et a insisté sur les délais de prise en charge qui se comptent en mois voire en années, pour l'accompagnement et le placement des mineurs.

Tous ont pu mesurer combien les situations qu'ils vivent dans leurs établissements sont semblables et la nécessité de répandre la revendication d'un plan financier d'urgence pour tout le secteur.

Correspondant LO



Journaux officiels : les travailleurs mobilisés

Jeudi 4 avril, 400 salariés ont manifesté devant le siège et les bureaux des Journaux officiels, dans les 15^e et 7^e arrondissements de Paris.

Ils contestent les projets de la direction de casser le statut de certains salariés en les faisant passer de « droit privé », (convention collective de la presse parisienne) à « droit public » (statut de fonctionnaire). Cette opération pourrait faire perdre de nombreux avantages aux salariés concernés. Malgré la manifestation réussie du 15 mars dernier, la direction (secrétaire général du

Gouvernement) n'a pas jugé utile de répondre aux sollicitations des syndicats CGT.

La grève continue donc, avec l'objectif d'amplifier la mobilisation dans l'entreprise mais aussi dans l'ensemble de la profession, car le risque est grand que cette pratique de dénonciation des conventions collectives fasse des émules dans les autres entreprises de presse.

Correspondant LO



Clermont-médico-social devant la préfecture.

Dassault : digne héritier

Le magazine *Forbes*, spécialiste des grandes fortunes, révélait récemment qu'un certain Rémi Dassault, 22 ans, rejeton de la lignée du même nom, était à la tête d'une fortune évaluée à quelque 2,5 milliards de dollars. Ceci par héritage d'actions au sein des

sociétés Dassault Système et Dassault Aviation.

On doute qu'Éric Traprier, PDG de Dassault Aviation et dirigeant du patronat de la métallurgie, ait à cœur de lui inculquer la « valeur travail » comme il s'emploie à le faire avec les travailleurs de la métallurgie.

Smart – Hambach : comment Mercedes s’est enrichi

La dernière Smart est sortie des chaînes de production de l’usine de Hambach en Moselle le 28 mars. À la place est fabriqué un gros 4X4 thermique, (6 cylindres essence et diesel)... et en avant vers la transition énergétique ! L’histoire de la Smart est tout un résumé de la façon dont les entreprises capitalistes s’enrichissent sur le dos de la collectivité, tout en exploitant les salariés.

À la fin des années 1980, les collectivités locales ont aménagé une immense zone industrielle pour la bagatelle de 120 millions de francs. En 1994, Mercedes jeta son dévolu sur ce terrain pour construire l’usine de la

Smart et de ses nombreux sous-traitants. Une pluie d’or a accompagné la création de l’établissement qui a été inauguré en 1997 par le président français Chirac et le chancelier allemand Kohl promettant 2 500 emplois. Le site n’en a jamais compté plus de 1 500 avec des aides record de 243 000 francs par emploi créé (l’équivalent de 57 800 euros).

Le total des aides publiques pour Mercedes a été de plus de 167 millions d’euros.

Dès 1998, le patron de Mercedes convoquait les élus locaux à Stuttgart pour exiger une baisse de la taxe professionnelle... pourtant déjà très faible à Hambach, ville de moins de 3 000 habitants ! Les élus de droite, pourtant bien disposés, ont plaidé qu’ils ne pouvaient pas faire mieux et surtout qu’ils ne pouvaient pas la baisser uniquement pour Mercedes.

En 2015, c’est aux travailleurs que Smart a imposé des sacrifices sous prétexte d’éviter une délocalisation de la production en

Slovénie : il fallait travailler 39 heures payées 37 heures. Cela représentait une économie de 6 % de la masse salariale pour Mercedes... et deux heures gratuites pour les salariés ! En échange, le groupe s’engageait à maintenir l’emploi jusqu’en 2020. Sauf qu’en 2019, le groupe décidait de transférer progressivement la production de la Smart en Chine.

Pour rassurer élus et salariés, la direction promettait de produire des voitures électriques Mercedes à Hambach. De nouveaux ateliers ont donc vu le jour – avec des aides à la transition énergétique n’en doutons pas. Mais patatra, un an plus tard en 2020 le groupe annonçait sa décision de vendre l’usine – pour un montant inconnu – à un nouveau venu dans la construction automobile, le groupe pétrochimique Ineos. Le projet est de fabriquer un gros 4x4 à moteur thermique, haut de 2m05, le Grenadier. Les chaînes prévues pour la Mercedes électrique devaient servir pour celui-ci.

Ineos a été créée par le milliardaire John Ratcliffe en 1998. Il a racheté au début du siècle 22 entreprises, délocalisé son siège en Suisse pour « optimisation fiscale », racheté des clubs de foot comme le FC Lausanne, l’OGC Nice et pris des parts dans le Manchester United.

Mercedes était content de disparaître des radars médiatiques à si bon compte en cédant le site Smartville alors que les emplois de toute la sous-traitance allaient être supprimés fin avril 2024, soit 300 CDI et 200 intérimaires dans les entreprises du site telles Magna Uniport, Magna Châssis, Thyssen Krupp, SAS Automotiv et Faurecia.

Les bénéfices de Mercedes, eux, se portent à merveille, qui étaient de 13 milliards de francs en 1999, soit 3 milliards d’euros. Un quart de siècle plus tard, ils ont été multipliés par plus de quatre, à 13,7 milliards d’euros.

Etienne Hourdin



Production de la Smart.

Servair – Roissy : les réactions se multiplient

À l’aéroport de Roissy, depuis le début de l’année plusieurs mouvements de protestation ont eu lieu dans le groupe Servair et ses filiales, parmi les salariés de PAC et ceux d’ACNA qui préparent les plateaux repas ou font le nettoyage des avions. Cela représente environ 5 000 salariés sur la plateforme.

Depuis quelques années, les conditions de travail se sont rapidement dégradées. Une pratique courante de Servair, en particulier depuis le Covid, consiste à fermer des sites pour ensuite les ouvrir ailleurs, dans le but de « low cost », c’est-à-dire de précariser tous azimuts, pour accroître les profits. Le groupe Servair vient de créer une nouvelle filiale, Eat and Fly, dans laquelle tout est plus dur pour les travailleurs. Les effectifs de cette filiale ne cessent d’augmenter, au détriment des autres sites. La direction promet monts et merveilles aux salariés pour qu’ils acceptent d’y travailler, mais nombreux sont ceux qui reviennent

décus à la case départ. En fait, Eat and Fly sert de laboratoire avec des conditions de travail exécrables que la direction tente de mettre en place ailleurs. Ces multiples filiales permettent aussi à la direction de déplacer le personnel d’un site à l’autre y compris pour remplacer les grévistes. Et quand cela ne suffit pas, elle fait appel à des intérimaires, en toute illégalité. À Servair, des grévistes ont vu la maîtrise organiser ces manœuvres discrètement en passant par la petite porte de derrière.

Face à ces attaques patronales, les réactions des travailleurs se multiplient. Bien sûr, les salaires qui ne suivent pas l’augmentation



des prix alimentent aussi le mécontentement. À Acna, en janvier, des débrayages ont eu lieu. La direction a dû accorder une prime de 700 euros, l’application de la nouvelle grille avec une augmentation des coefficients et pour les salaires les plus bas de faibles augmentations, une trentaine d’euros. Sur le site de l’ex-Servair 2, où maintenant sont regroupés les PAC, un débrayage des chauffeurs a eu lieu le 26 mars,

puis un deuxième le 2 avril élargi à d’autres secteurs. Une centaine des salariés de PAC Est, un autre site juste à côté, se sont joints au mouvement. Tous étaient contents de se retrouver ensemble. Le 9 avril, un nouveau débrayage a eu lieu.

Enfin, à la Servair, le 2 avril, 80 % des chauffeurs, soit 200 travailleurs, se sont mis en grève contre un projet visant à réduire les équipes de quatre à trois, tout en augmentant

la charge de travail, comme cela est organisé à Eat and Fly. Il est prévu que le mouvement se poursuive.

Ainsi, quasiment sur chaque site, le mécontentement s’exprime. Il faudra que la riposte touche l’ensemble des travailleurs pour inverser le rapport de force à Servair, dans ses filiales et plus encore, sur l’ensemble de la plateforme de Roissy, qui compte près de 100 000 travailleurs.

Correspondant LO

Elior-Derichbourg Grenoble : six semaines de grève du nettoyage

« Elior - Derichbourg a voulu nous virer mais c'est nous qui les dégageons ! », a dit une gréviste lors de la reprise du travail. À moins d'une trentaine, unies et déterminées, les grévistes, des femmes et quelques hommes de ménage qui nettoient les bureaux des administrations à Grenoble, ont fait reculer un grand groupe et le donneur d'ordres, l'État.

Elior a été récemment repris en main par Derichbourg. Par mesure d'économies, ces patrons espéraient qu'une douzaine de femmes de ménage accepteraient des mutations forcées vers d'autres emplois (au CHU, en Ehpad) pour lesquelles elles ne sont pas formées, ni volontaires à plus de 55 ans, avec des changements d'horaires et des rallonges en temps de transport. C'est une manière déguisée de provoquer des démissions. Les collègues restant en poste, solidaires des mutées, ont bien compris que pour

elles, cela voulait dire la moitié de l'effectif supprimé et donc encore plus de travail. Alors, encore des sacrifices ? Pas question ! Toutes s'étaient préparées à ne pas laisser passer une réorganisation qui allait tout chambouler.

Le 23 février, la réaction a été à la hauteur du mépris de la direction : la grève a été immédiate, tous ensemble sur les cinq sites touchés. Dynamique et bien couverte par les médias, elle a eu raison des patrons qui ont reculé au bout de trois semaines, annulant



les mutations tout en se retirant de ces chantiers. Les grévistes avaient pour elles de s'être depuis des années organisées syndicalement et de se retrouver très régulièrement pour discuter collectivement de leurs affaires.

La grève a encore duré trois semaines mais Elior, dans un esprit revancharde, n'a pas cédé sur le paiement des jours de grève. Cette revendication parfaitement légitime a été rejetée par les patrons qui n'ont reculé devant aucune méthode d'intimidation : lettre de menace de licenciement, recours illégal à l'embauche de CDD pour remplacer les grévistes, envoi

de chefs provocateurs pour les filmer... Malgré cela, les grévistes ont tenu bon, se réunissant tous les jours, élisant un comité de grève et prenant leurs décisions démocratiquement.

C'est bien ce qui a fait peur aux patrons car ceux-ci ont refusé toute discussion en tête à tête avec les grévistes, se contentant de

discuter au niveau national avec les représentants CGT.

Vendredi 5 mars, la reprise du travail s'est faite la tête haute face à des chefs dans leurs petits souliers et avec l'accueil chaleureux des salariés de l'État. Elior débarrasse le plancher et une nouvelle entreprise arrivera le 2 mai.

Correspondant LO

Brink - Bétheny : les ouvriers se battent pour leurs salaires

Les travailleurs de Brink, entreprise d'attelages de remorques de près de 170 salariés à Bétheny, près de Reims, sont en grève depuis mardi 2 avril.

Le mouvement est suivi par 70 ouvriers sur la centaine que compte l'usine. Ils se battent pour leurs salaires qui ne sont supérieurs au smic que du fait des primes d'équipe et de l'ancienneté et ils réclament notamment 150 euros pour tous et un 13^e mois.

En face, la direction propose une augmentation de 3,7% mais conditionnée à l'absentéisme et aux sanctions disciplinaires, ce qui reviendrait à exclure la plupart des ouvriers vu les conditions de travail très

difficiles. De plus, elle intègre dans ses 3,7% la revalorisation de la prime d'équipe prévue dans la nouvelle convention collective de la métallurgie, qui est donc obligatoire mais qu'elle n'a même pas versée depuis le 1^{er} janvier.

Après une semaine de grève, les stocks étaient au plus bas et la direction a multiplié les pressions sur les intérimaires et les travailleurs détachés pour essayer de leur faire augmenter les cadences afin de fournir les clients.

C'est pourquoi, après cinq jours de grève, elle a tenté de faire cesser la grève en proposant 100 euros brut et pas de 13^e mois alors que l'entreprise est largement bénéficiaire.

Les ouvriers ont le moral et chaque jour la grève est reconduite en assemblée générale. Des collectes de soutien sont organisées sur les ronds-points proches de l'usine et la sympathie rencontrée permet d'alimenter la caisse de grève de plusieurs centaines d'euros. Ils ont bien l'intention de continuer et de changer ainsi le rapport de force.

Correspondant LO

Airbus Helicopters Marignane : débrayage à la Mécanique

Chez Airbus Helicopters, à Marignane, l'annonce de 1,4% d'augmentation des salaires a été perçue comme un affront par beaucoup de travailleurs. Alors que la division hélicoptères d'Airbus bat des records de vente, cette augmentation d'une vingtaine d'euros a provoqué la colère.

Dans le secteur Mécanique, qui emploie environ 600 travailleurs, dont la moitié d'ouvriers répartis dans quatre hangars, beaucoup étaient convaincus d'agir pour obtenir 300 euros d'augmentation uniformément pour tous. Après s'être concertés discrètement les jours précédents à chaque pause-café, les travailleurs du secteur ont choisi leur moment : mercredi 3 avril à 6h30, l'équipe du matin a arrêté le travail et défilé atelier par atelier dans les hangars de la Mécanique. À chaque machine-outil, à chaque poste d'ajustage, les grévistes s'arrêtaient, discutaient avec leurs collègues qui rejoignaient le mouvement, seuls restant en poste les intérimaires qui montraient leur sympathie pour celui-ci. La surprise des chefs était totale.

Après plusieurs tours dans les ateliers de la Mécanique, les grévistes se sont retrouvés devant le

bâtiment, à 70 environ. Des délégués FO et CFTC se sont relayés pour essayer de leur dire de reprendre le travail, peine perdue.

Les grévistes s'étaient regroupés à côté de la place de parking réservée pour la (grosse) voiture du chef de département qui a dû leur faire face en arrivant. Il a tenté d'expliquer que « les négociations ne sont pas finies » mais s'est heurté à la méfiance générale. Quand il a ajouté « Les salaires augmentent à Airbus », il n'a pas convaincu, chacun sachant bien que son pouvoir d'achat recule. Sa conclusion enfin qu'il fallait reprendre le travail et « ne pas se laisser monter la tête » a été très mal prise par les grévistes qui n'ont pas apprécié ce mépris.

Au bout d'une heure et demie, satisfaits de l'effet produit, les grévistes ont voté que « si l'un d'entre [eux] est menacé pour sa participation au mouvement, ils le défendraient en arrêtant le travail » ; et qu'ils repartiraient en grève selon le résultat de cette pseudo-négociation dont ils n'attendent pas grand-chose. Comme l'a dit un ouvrier à un délégué CFTC venu leur dire de reprendre : « Notre négociation, elle est ici ! »

Correspondant LO



RATP-Bus: de nouveaux embauchés qui relèvent la tête

Le 4 avril, 200 travailleurs se sont rassemblés devant le siège de la RATP pour réclamer des hausses de salaire, avec la participation notable de nouveaux embauchés.

Après que la direction a pendant un temps suspendu les recrutements, puis brutalement aggravé les conditions de travail en prévision de la prochaine ouverture à la concurrence du réseau de bus, le nombre de services non assurés du fait des démissions et du sous-effectif était devenu si important que même la grande presse s'en était fait l'écho.

La RATP avait réagi par une campagne de recrutement à coups d'encarts publicitaires (« devenez pilote de ligne ») accompagnés de belles paroles sur les « possibilités de carrière » et les salaires : 26 500 euros brut annuel, annonçait-elle... sans dire qu'elle fait ses calculs sur treize mois et en comptant les primes. Ce qui aboutit à 1 600 euros net chaque mois de salaire de base, loin des plus de 2 000 euros qu'elle faisait miroiter. Ceux qui protestent sont invités à faire des heures supplémentaires ou à venir travailler sur leurs jours de repos. Quant à la « carrière », elle se réduira à « évoluer » d'un

repreneur à l'autre tous les cinq ans.

Ce qui commence à faire bouger les nouveaux est le fait d'être relégués sur une grille de salaire spécifique, qui conduit ceux entrés depuis le 1^{er} janvier 2023 à toucher 290 euros net par mois de moins que les autres !

Fin 2022, la direction avait d'ailleurs tout fait pour faire basculer les conducteurs en cours de recrutement du mauvais côté de la barrière : formations décalées, examens médicaux inhabituels. Quant aux intérimaires ou aux apprentis qui étaient effectivement au volant le 1^{er} janvier, ils n'étaient pas comptés dans les effectifs officiels.

Pendant des mois, beaucoup disaient qu'ils ne feraient que passer, vivant un peu au jour le jour. D'autres rejoignent la cohorte des démissionnaires. Mais ils sont de plus en plus nombreux à ne plus accepter la situation. Partie d'un groupe WhatsApp ayant vite rassemblé 700 conducteurs, une pétition circule

pour l'égalité des salaires, signée par plus de 1 000 travailleurs en deux semaines. Elle est vue d'un bon œil bien au-delà des nouveaux embauchés, et fait discuter. Ceux d'entre eux qui sont venus au rassemblement du 4 avril étaient contents de voir leur problème mis sur la table en voyant cela comme une première étape. Ils ont redonné le moral aux militants présents, qui subissent depuis plusieurs années les attaques de la direction sans parvenir à



riposter.

« On n'a rien à perdre » concluait très justement un jeune, lors de sa prise de parole. Une assemblée de tous les dépôts, soutenue par la CGT, est prévue le 25 avril. Les embauchés depuis janvier 2023 représentent déjà 100 à 200 conducteurs par

dépôt, près de 3 000 au total. S'ils sont déterminés, ils pourront entraîner plus largement autour d'eux et se faire craindre de la direction.

Travailleurs anciens et nouveaux embauchés sont dans le même camp.

Correspondant LO

RATP aux JO : médaille d'or du racket

Pendant la période des JO du 20 juillet jusqu'au 8 septembre, le prix du ticket vendu à bord des bus à Paris et sa banlieue doublera, passant de 2,5 à cinq euros !

Les travailleurs du dépôt de bus de Paris-Est ont reçu récemment un message WhatsApp consternant de leur direction quant à la procédure de vente. Lorsqu'un voyageur voudra acheter un ticket, le conducteur devra lui en vendre deux à 2,5 euros, en déchirer un et faire composter le deuxième.

Pour les usagers comme pour les conducteurs, cet été, cela risque d'être celui des Jeux Olympiques !

La RATP n'a pas voulu imprimer des tickets à cinq euros et maintenant elle prétend que c'est trop tard... à plus de trois mois des JO. À croire qu'il est plus facile en France de construire un canon Caesar que d'imprimer des tickets de bus !

Déjà en temps habituel, conduire et vendre des tickets est fastidieux. Mais cette nouvelle procédure a déclenché l'indignation

des conducteurs. Certains disent même ne pas vouloir participer à cette mascarade et n'ont pas envie d'avoir à faire face à l'effarement, voire au mécontentement qu'elle pourrait entraîner chez les voyageurs. Devant cette indignation, la direction de la RATP a déclaré qu'on pourrait peut-être juste faire valider les deux tickets. Ce qui ne change pas grand-chose.

Aux JO « l'important c'est de participer »... à faire du fric.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal avril 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org



La Fête de Lutte ouvrière à Presles

Samedi 18, dimanche 19 et lundi 20 mai



La Fête approche ! Les samedi 18, dimanche 19 et lundi 20 mai, durant le week-end de la Pentecôte, le rassemblement annuel de Lutte ouvrière permettra à tous nos camarades et amis de se réunir dans le grand parc boisé du château de Bellevue, à Presles, dans le Val-d'Oise.

Ce sera l'occasion, une nouvelle fois, de participer dans ce cadre festif aux multiples débats, forums et discussions nécessaires entre tous ceux qui veulent changer le monde.



Forums et débats

Notre fête est un grand rassemblement des révolutionnaires. Plusieurs dizaines de groupes politiques de France, d'Europe, d'Afrique ou des Antilles y tiennent un stand. Tous ne partagent pas forcément l'ensemble de nos convictions, mais ce rassemblement est l'occasion de discuter et de confronter ses idées avec celles des autres groupes. Lutte ouvrière animera aussi de nombreux débats et conférences. Sur des thèmes historiques, nous pouvons déjà annoncer :

Les 30 Glorieuses... pas pour tout le monde • *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, de F. Engels • Cameroun, 1955-1971 : la sale guerre coloniale de la France • Les luttes des ouvrières en Europe et le féminisme • Le rôle de l'esclavage dans l'essor du capitalisme • *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, de Lénine • La Commune de Paris de 1871 • La Résistance, mythes et réalités • Les porte-conteneurs dans les griffes de l'impérialisme • La révolution en Haïti (1791-1804) • La révolution des Œillets de 1974 au Portugal • La naissance de l'islam et la conquête arabe • Chili 1970-1973 : l'Unité populaire désarme les travailleurs, Pinochet les massacre • Le Parti communiste palestinien dans les années 1920 • Irlande : le mouvement ouvrier et la question nationale (1907-1923) • Les Jeux Olympiques : capitalisme et nationalisme • La grève des sardinières de Douarnenez, en 1924 • Aux origines de Lutte ouvrière : le groupe Barta pendant la Deuxième Guerre mondiale • La famille Peugeot

VICTORIA VIENNET



Meetings de soutien à la liste Lutte ouvrière aux Européennes avec **Nathalie Arthaud** et **Jean-Pierre Mercier** dimanche et lundi à 15 heures

Au Chapiteau Karl Marx

- **Alizée Delpierre**: *Les Domesticités et Servir les riches*
- **Marek Corbel**: *Les Gravats de la rade*
- **Renaud Piarroux**: *Des épidémies qui firent de l'Europe une puissance mondiale*
- **Robert Hirsch & François Preneau**: *Résistance antinazie, ouvrière et internationaliste – de Nantes à Brest, les trotskystes dans la guerre (1939-1945)*
- **Gregory Salle**: *Superyachts : luxe, calme et écocide*
- **William Blanc**: présente *Les Nouvelles de nulle part*, de

- W. Morris
- **Michèle Audin**: présente *Autour de la France*, de Flora Tristan
- **OTR**: Haïti – Comment l'impérialisme a fait de la « perle des Antilles » les égouts gangstérisés de la Caraïbe
- **Nicolas Norrito**: B. Traven, un romancier révolutionnaire
- **Fabien Archambault**: *Les Légendes du siècle – une histoire des JO en douze médailles*
- **Marie-Laure Castets & Pascal Moussy**: sur les accidents du travail

Des débats présentés par les camarades d'entreprise de Lutte ouvrière des secteurs concernés :

- **Les industriels de l'armement et la mise sur pied d'une « économie de guerre »**
- **La crise du côté des travailleurs de l'automobile**
- **Transport aérien, des capitalistes de très haut vol**
- **Il y a 50 ans, la grève du Crédit lyonnais (avec Arlette Laguiller)**



Pour les enfants, tout est prévu

• **Les jeux**, avec des dizaines de jeux d'adresse, sportifs, de réflexion, pour petits et grands, accessibles en permanence.

Des classiques jeux de kermesse aux parties d'échecs en simultané.

Sans compter le cirque Ühler, le Petit Train, le feu

d'artifice et les spectacles dans les allées.

• **La Carte des Jeux**, gratuite, donne accès à de nombreux jeux.

• **La Cité des Jeunes**, réservée aux enfants, avec une belle aire de pelouse et de sous-bois. De nombreuses activités leur sont offertes : maquillage, jeux, dessins animés, conteur, bal costumé... sous la surveillance d'adultes qualifiés. Attention, il s'avère parfois difficile de les convaincre d'en sortir.

• **La garderie**, pour les bébés de plus de trois mois.



En pratique

La carte d'entrée, valable pour les trois jours, est en prévente à 15 euros jusqu'au dimanche 21 avril, puis à 20 euros jusqu'au mercredi 15 mai. Après cette date et sur place à l'entrée de la fête, elle coûtera 25 euros.

Pour les jeunes de plus de 15 ans, la carte est éligible au Pass Culture. L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés.

On peut profiter de 20 % de réduction sur les dépenses à la fête en se procurant les bons d'achat : payés à l'avance 4 euros, ils valent 5 euros à la fête.

Cartes et bons peuvent être achetés auprès de nos militants, ou sur le site de la fête.

Renseignements pratiques, billetterie et programme : fete.lutte-ouvriere.org

